



communiqué du SNUipp-FSU 29 : stop au mensonge.

La reprise de l'école devrait être une bonne nouvelle, elle devait signifier la fin de la phase aiguë de la crise sanitaire. Elle était attendue par toutes et tous.

La date du 12 mai a été annoncée de façon unilatérale, contre même l'avis du conseil scientifique, de l'OMS... Partout les directions d'école et les équipes tentent de l'organiser, alors même que pour l'heure, rien n'est très clair entre les discours au sommet de l'État et les déclinaisons que cherche à poser le recteur. Dans certaines communes, les mairies n'ont pas encore pris contact avec les directeurs et directrices qui naviguent à vue, alors même que la responsabilité de cette reprise leur incombe.

Le protocole sanitaire nous oblige à faire respecter les gestes barrières et le respect du mètre de distance entre les enfants. Si nous devons adapter l'accueil dans une perspective de crise durable, nous exigeons qu'un discours de vérité soit tenu aux enseignants et aux familles. Exiger d'enfants de rester à 1 mètre les uns des autres, de ne pas utiliser les jeux de classe, de rester sans bouger, induit une maltraitance contraire aux droits de l'enfant. C'est aller contre leur nature même. Ça sera une école sans que le maître ou la maîtresse puisse consoler un chagrin, sans que l'AVS d'un élève puisse l'aider à organiser son travail, sans secret glissé à l'oreille, sans échange de carte de jeu, sans jeu de ballon sur la cour, ... Ce n'est pas tenable.

En l'absence de la possibilité d'assurer la santé et la sécurité de tous, le SNUipp-FSU 29 demande de reporter cette rentrée afin de laisser à chaque équipe la possibilité de la préparer correctement. Dans la précipitation actuelle, le protocole de reprise ne pourra être respecté à 100% en ce qui concerne les gestes barrières et la distanciation.

Donner la responsabilité d'une éventuelle contamination à un enseignant qui ne pourra pas respecter un protocole intenable, procure un malaise extrême dans notre profession. Si les gestes barrières étaient suffisants nous n'aurions pas eu besoin de nous confiner pendant 2 mois .

En imposant une rentrée mal préparée et dans un délai contraint, les autorités devront prendre la responsabilité de l'impossibilité du respect de l'ensemble des gestes barrières induite par une reprise des cours. Nous voulons un discours de vérité pour assurer les personnels de la prise en charge des responsabilités de l'Etat, que le protocole sanitaire ne soit pas un parapluie qui décharge son concepteur au détriment du personnel. L'état doit prendre des engagements vis à vis de notre protection et nous assurer de son entière responsabilité.

Le SNUipp-FSU au niveau national a pris soin de déposer une alerte sociale à compter du 11 mai et, afin d'éviter tout retour précipité, il accompagnera les enseignants et enseignantes sur les modalités d'usage du droit de retrait et du droit d'alerte.

Contact Presse:

Sabrina Manuel, secrétaire départementale 06 50 56 98 09
Antoine Gauchard 06 60 63 61 12